Sénat de Belgique.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Département de l'Intérieur pour l'exercice de 1841.

MESSIEURS,

L'examen du Budget du Département de l'Intérieur que vous avez renvoyé à la Commission qui m'a fait l'honneur de me nommer son rapporteur, a donné lieu à diverses observations dont je dois vous rendre compte :

CHAPITRE I^{er}. — En adoptant le chiffre de 148,450 francs voté par la Chambre des Représentans, pour subvenir au paiement des dépenses spécifiées au chapitre I^{er} du tableau annexé au projet de loi soumis à vos délibérations, la Commission a émis le vœu que le Ministre examinât jusqu'à quel point le chiffre de ce chapitre pourrait être réduit, dans le Budget de l'exercice prochain.

Il lui a semblé que le nombre d'employés et agents de l'Administration centrale qui s'élève à 71, pourrait être diminué, sans porter la moindre entrave à la bonne expédition des affaires. La comparaison de notre Budget avec celui d'un royaume voisin semble justifier cette recommandation.

Elle appelle l'attention spéciale de M. le Ministre à ce sujet, pour aviser si même pendant le cours de cet exercice, il ne serait pas possible d'opérer quelque économie.

Toutefois, la Commission n'a pas l'intention de provoquer des réductions sur les traitements des employés : plusieurs de ces fonctionnaires devraient, au lieu d'en subir, être plutôt rétribués plus amplement qu'ils ne le sont à présent ; mais c'est leur nombre qui pourrait, semble-t-il, être réduit, sauf à prendre des mesures propres à ne pas compromettre le sort de ceux qui cesseraient d'être en activité, soit en leur assurant des pensions, s'ils y avaient droit, soit en leur accordant des traitements provisoires, soit, enfin, en les plaçant dans les divers emplois qui sont à la disposition du Gouvernement.

CHAPITRE II. — Les explications qui ont été données sur les quatre articles de ce chapitre ont été satisfaisantes ; il est à désirer que l'on porte une attention spéciale sur les travaux de la direction de la statistique générale ; leur importance est, sans nul doute, appréciée par le Ministre qui dirige le département de l'Intérieur, et la Commission espère que les publications de ces travaux répondront à ce que l'on doit en attendre.

Le crédit alloué par la Chambre des Représentans, pour ce chapitre, est de 30,570 francs, somme égale à celle allouée pour l'exercice de 1840.

CHAPITRE III. — La Commission, en adoptant le chiffre de 1,163,169 fr. 40 c., voté par la Chambre des Représentans, ce qui donne une diminution de 18,866 fr. 60 centimes sur l'allocation de 1840, a pensé que les dépenses qui ont été effectuées depuis quelques années, pour l'amélioration et l'entretien des mobiliers dans les hôtels des Gouvernements provinciaux, devaient permettre quelque diminution dans les allocations futures, ou au moins engager à ne pas proposer de nouvelles dépenses pour cet objet.

Il est aussi à regretter que la Chambre des Représentans n'ait pas donné suite aux propositions du Gouvernement relatives à la fixation des traitements des Commissaires d'Arrondissement ; il serait désirable, non seulement que les traitements de ces fonctionnaires fussent fixés, mais aussi que l'on s'occupât de régler leurs attributions, ce qui donnerait la possibilité de diminuer le travail des bureaux des administrations provinciales et par suite, les allocations considérables que l'on doit leur accorder.

Il est aussi probable que, si l'on procédait à un pareil travail, on reconnaîtrait que, dans plusieurs provinces, leur nombre est hors de proportion avec les besoins d'une bonne administration, et il est facile de conclure de tout ce qui précède, que l'on pourrait obtenir sur ce chapitre une très-notable économie.

CHAPITRE IV. (*Subsides aux communes, à titre d'encouragement pour l'amélioration des chemins vicinaux.*) — En adoptant le chiffre voté, la majorité de la Commission émet l'opinion que ce n'est pas toujours à raison de la dépense consentie par une commune, qu'elle doit obtenir un encouragement, mais qu'il faudrait aussi avoir égard aux efforts des communes dépourvues de ressources, et, par conséquent, ne pouvant faire de grands sacrifices pour venir à leur secours.

Tout ce qui peut amener les communes à améliorer les chemins vicinaux doit être l'objet de la sollicitude d'une bonne administration ; ces voies de communications intérieures sont des sources de prospérité ; si elles pouvaient être toutes pavées ou empierrées, de manière à se raccorder avec les routes de l'État et les routes provinciales, il est difficile d'apprécier l'augmentation de valeur qui en résulterait ; mais elle est incontestable.

La même majorité de la Commission se plaît à témoigner au Ministre qui dirige ce département, la satisfaction qu'elle éprouve de le voir proposer une allocation qui tend à obtenir de pareils résultats.

CHAPITRE V. (*Service de santé.*) — Le chiffre voté diminue de 5,000 francs celui qui a été alloué pour l'exercice de 1840. (Point d'observation).

CHAPITRE VI. (*Archives du royaume.*) — Il y a sur ce chapitre une augmentation de 400 francs, motivée sur le besoin de pourvoir aux frais de classement des archives de la secrétairerie d'État allemande. (Point d'observation.)

CHAPITRE VII. (*Fêtes Nationales.*) — La Commission ne peut qu'adhérer à la réduction votée par la Chambre des Représentans.

CHAPITRE VIII. (*Dépenses diverses et imprévues.*) — Ce chapitre ne concerne que les jeux de Spa : la Commission, en ne s'opposant pas à l'allocation accordée qui est la suite obligée d'un contrat avec l'entrepreneur des jeux, appelle l'attention du Ministère sur les moyens de ne plus faire figurer au

Budget de l'État, soit comme dépense, soit comme recette, ce qui concerne ces jeux dont le bail n'expire d'ailleurs qu'en 1846.

Il lui semble que, si la crainte de voir diminuer le nombre des étrangers qui viennent visiter cet endroit, aussi renommé par les plaisirs qu'il offre que par l'efficacité de ses eaux minérales, est un motif suffisant pour ne pas y proscrire, moyennant certaine précaution, l'existence des jeux, il y a cependant des raisons de convenance qui devraient faire disparaître cet article du Budget de l'État.

CHAPITRE IX. (*Agriculture.*) — La Chambre des Représentants a adopté un chiffre global de 555,500 francs, égal à celui alloué pour l'exercice de 1840.

La Commission a pensé qu'elle devait recueillir les renseignements propres à fixer son opinion sur l'opportunité d'accéder à cette allocation.

Elle aurait désiré voir conserver la division de ce chapitre par articles, ce qui n'aurait pas laissé une aussi grande latitude pour employer cette somme, sans règle fixée par la loi.

Elle doit faire remarquer que, s'il est indispensable de pourvoir l'école vétérinaire des bâtiments nécessaires pour qu'elle réponde à sa destination, il faut, cependant, ne jamais aller au delà, et elle ne peut qu'approuver la résolution de ne pas proposer la construction de l'aile à la gauche du pavillon dont la dépense est évaluée à 100,000 francs, puisque le Ministre n'a pas lui-même la conviction que cette nouvelle construction soit indispensable.

Quant à ce qui concerne l'emploi de la somme de 250,000 francs destinée à l'amélioration de la race des chevaux, il en est rendu compte d'une manière assez satisfaisante pour que l'on ne s'oppose pas à son adoption.

On ne peut se dissimuler que l'achat des étalons à l'étranger entraîne une dépense considérable; cependant, le désir d'améliorer les races chevalines indigènes par un croisement avec des étalons de races étrangères, justifie cette dépense que l'on évalue à 72,000 francs.

Le nombre actuel des étalons est déjà de 65, parmi lesquels il s'en trouve 13 de pur sang tracé, 4 de pur sang non tracé, 14 de 2/3 sang et plus, et 54 de 1/2 sang; ces deux dernières espèces sont composées, à quelques petites exceptions près, de chevaux ayant de la taille et fortement membrés.

Le nombre des étalons du haras n'est pas augmenté, malgré l'achat de nouveaux étalons, parce qu'il a fallu en réformer plusieurs des anciens qui étaient hors de service par leur âge, ou ne présentaient pas toutes les qualités nécessaires pour l'amélioration de la race.

Dans le but de favoriser l'élève des chevaux, le Gouvernement a établi, en 1839, des courses dont la dépense est évaluée à 20,000 francs.

Les prix institués d'après le règlement du 8 août 1839, sont, presque tous, établis en faveur des chevaux nés et élevés dans le pays.

Afin de donner à l'élève du cheval tous les développements dont cette industrie est susceptible, l'arrêté royal du 7 décembre 1840 affecte une somme de 50,000 francs à la distribution des primes aux propriétaires d'étalons, approuvés par des Commissions provinciales, et aux propriétaires des juments issues des étalons de l'État, qui seront présentées à ces Commissions, avec un poulain de l'année issu de ces étalons.

Pour mettre à exécution l'arrêté royal du 7 décembre 1840, on s'occupe de l'examen des diverses dispositions qu'il sera nécessaire de prendre, de concert avec les Conseils Provinciaux.

Le Gouvernement, voulant donner au haras de l'État une bonne organisation, et s'assurer de sa bonne administration, s'occupe également de la rédaction d'un règlement pour cet établissement, ce qui n'avait pas encore été fait jusqu'à ce jour.

On a décidé également, cette année, que l'on donnerait la saillie gratuite des étalons des haras de l'État, aux propriétaires de juments porteurs d'un certificat d'un vétérinaire, constatant que ces juments sont propres à une bonne reproduction.

Les renseignements fournis sur les autres articles du Budget proposé primitivement, sont aussi de nature à faire accueillir le chiffre pétitionné.

Par suite de l'adoption de la loi, qui autorise la cession des établissements destinés à la culture du mûrier et à l'élevage des vers à soie, il est possible que l'allocation demandée ne soit pas entièrement dépensée, mais il ne faut pas moins l'accorder pour assurer le service contre toutes les éventualités.

L'arrangement que le Gouvernement a consenti avec la société d'Horticulture à Bruxelles, donne l'espérance que cet établissement sera conservé à la Capitale, au moyen du sacrifice demandé.

Les renseignements communiqués sur les achats à l'étranger d'animaux domestiques, particulièrement de l'espèce bovine, sont de nature à déterminer l'allocation demandée; d'ailleurs une partie de la somme dépensée entre dans les caisses de l'État par la vente de ces animaux, et ce n'est en quelque sorte qu'une avance de fonds dont l'utilité est démontrée.

Il paraît cependant qu'il serait utile, avant de les introduire dans nos campagnes, qu'on pût constater par l'expérience, qu'il n'y a aucun inconvénient à redouter de leur admission.

La Commission pense qu'on y parviendrait en conservant ces animaux pendant le laps de temps qu'on jugerait nécessaire dans l'établissement de l'école vétérinaire ou dans tout autre local à désigner par le Gouvernement.

CHAPITRE X. (*Milice.*) — Même allocation que pour l'exercice actuel; point d'observation.

CHAPITRE XI. (*Garde-Civique.*) — Ce chapitre a subi une réduction de 5000 francs; la Commission ne voit aucun motif pour ne pas y adhérer.

CHAPITRE XII. (*Récompenses.*) — Même allocation que pour l'exercice actuel; point d'observation: c'est d'ailleurs un crédit éventuel.

CHAPITRE XIII. (*Dotation de la légion d'honneur.*) — Même allocation que pour l'exercice actuel; les mêmes motifs subsistent pour l'accorder encore: c'est une juste rémunération du sang que les personnes à qui cette somme est destinée ont versé pour la patrie, quand nous faisons partie de l'empire français; elle ne doit d'ailleurs être accordée qu'à celles peu favorisées de la fortune.

CHAPITRE XIV. (*Industrie.*) — La Commission ne partage pas l'opinion que le principe en vertu duquel on accorde des encouragements puisse être préjudiciable au développement de l'industrie et du commerce; les Gouvernements les plus éclairés se sont empressés dans tous les temps de les accorder; et ce n'est pas surtout dans les circonstances actuelles, quand la Belgique doit soutenir une lutte si difficile contre les efforts de tous ses voisins, qu'il serait utile de refuser le chiffre voté par la Chambre des Représentants. L'économie ne consiste pas toujours à ne pas dépenser, souvent, au

contraire, les nations comme les individus améliorent leur position en sachant à propos faire usage d'une somme d'argent.

Elle considère les avantages de l'exposition de cette année comme démontrés : le mémoire que le Département de l'Intérieur lui a transmis et qu'il serait trop long d'analyser ici, ne lui laisse pas de doute; il est joint au présent rapport, afin que chacun des membres du Sénat puisse en prendre connaissance.

En conséquence, la Commission propose l'adoption du chiffre de 320,000 fr. qui présente d'ailleurs une diminution de 80,000 fr. sur celui adopté pour l'exercice courant.

Le crédit alloué pour l'établissement d'un service de bateaux à vapeur entre la Belgique et les États-Unis est la conséquence de la loi du 29 juin 1840; il résulte des éclaircissements que le Département de l'Intérieur a donnés à votre Commission, que des négociations sont suivies pour parvenir à l'exécution de cette loi; les circonstances politiques dans lesquelles on s'est trouvé depuis l'année dernière, sont de nature à expliquer le retard que l'établissement de ce service éprouve, mais dans ce moment on peut espérer qu'aucun événement ne viendra le retarder encore. Les nuages qui obscurcissaient l'horizon politique semblent s'éclaircir.

L'article relatif aux primes pour construction de navires a subi une diminution de 85,000 fr.; cette proposition est suffisamment justifiée, mais la Commission regrette que les causes de cette diminution résultent de la non construction de navires.

Le nouveau règlement sur la pêche nationale, arrêté le 27 février 1840, nécessite une augmentation du crédit qui avait été accordé les années précédentes pour son encouragement : il y a majoration sur cet article de 20,000 fr. que l'on ne doit pas se refuser d'admettre, car il en résultera des encouragements réels pour cette branche importante de notre industrie et de notre commerce. Personne n'ignore combien, dans le royaume des Pays-Bas, on a fait d'efforts pour donner toute l'extension possible à la pêche du hareng.

L'utilité de réorganiser le Musée des Arts et de l'Industrie est trop évidente pour que l'on puisse se refuser à l'allocation consentie par la Chambre des Représentants.

Ce Musée possède déjà beaucoup d'objets extrêmement remarquables : il faut, pour que l'on puisse les rendre utiles et donner à cet établissement un développement et une direction mieux en rapport avec les besoins et les progrès de l'industrie, qu'il soit pourvu de ceux dont il manque encore et qui sont de la plus indispensable nécessité.

Une réorganisation complète sous le rapport du personnel qui est chargé de sa direction devient aussi nécessaire, et sous ce rapport il semble heureusement qu'il ne manque pas de spécialités dont le mérite est démontré et dont le Gouvernement pourrait tirer un parti avantageux.

Le crédit alloué pour les primes d'encouragement aux arts mécaniques, etc., offre une diminution de mille francs sur celui de l'exercice 1840 : la Commission pense qu'il n'y aurait eu aucun inconvénient à porter le traitement du Chef de la division de l'industrie, à l'article 2 du chapitre 1^{er} que l'on continue à imputer sur l'allocation consentie par l'art. 6 du chapitre 14, dont nous nous occupons dans ce moment. Elle pense qu'il y aurait eu plus de régula-

rité, mais ce n'est pas un motif suffisant pour proposer d'y apporter quelque changement dans ce moment.

Le chapitre 15, Dépenses imprévues, présente une diminution de 10,000 francs.

En résumé, le chiffre du Budget de l'Intérieur, quant aux articles conservés à ce Département pour l'exercice de 1840, s'élevait à 2,878,610 fr. 20 c.; celui de 1841 ne s'élèverait qu'à la somme de 2,704,360 fr. 20 c., si deux articles de dépenses pour des objets tout-à-fait nouveaux ne venaient le majorer : c'est celui relatif à l'établissement d'un service de navigation régulier entre la Belgique et les États-Unis, dont la création a été ordonnée par la loi du 29 juin 1840, et qui exige l'allocation de 400,000 francs, et en deuxième lieu les frais éventuels de l'exposition des produits de l'industrie nationale, consentie par la Chambre des Représentants, s'élevant à 100,000 francs. Le montant total des allocations du Budget de l'Intérieur sera donc de 3,204,360 fr. 20 c.

La Commission, en vous proposant de lui donner votre assentiment, doit exprimer le vœu que le Département de l'Intérieur s'occupe très-sérieusement de l'examen des observations consignées dans ce rapport, surtout relativement à la réorganisation sur un plan plus économique des bureaux de l'administration centrale et aussi sur l'opportunité de s'occuper de l'organisation définitive des Commissariats d'arrondissement; elle pense que dans la loi à proposer à ce sujet, on pourrait trouver les moyens de remédier aux vices que l'on reproche de toute part aux lois provinciale et communale, car on ne peut disconvenir que, sans le bon esprit qui anime l'immense majorité des citoyens, l'action de l'administration deviendrait bientôt impuissante, et que par suite il en résulterait une anarchie déplorable. Il y a donc urgence de s'occuper de cette réorganisation, sous le rapport qui vient d'être indiqué, comme sous celui d'obtenir de véritables économies, le besoin s'en fait vivement sentir et le Sénat ne peut qu'associer ses vœux à ceux de la nation dont il tient son mandat, pour les voir réaliser.

Bruxelles, le 6 Mars 1841.

Le Duc D'URSEL.

Le Comte DE QUARRÉ.

J. DE BAILLET.

Le Baron DE MACAR, Rapporteur.